



DÉBATS DU SÉNAT

1^{re} SESSION

• 44^e LÉGISLATURE

• VOLUME 153

• NUMÉRO 20

LA LOI SUR LES MESURES D'URGENCE

MOTION TENDANT À RATIFIER LA DÉCLARATION
D'ÉTAT D'URGENCE—DÉBAT

Discours de
l'honorable Bev Busson

Le mercredi 23 février 2022

LE SÉNAT

Le mercredi 23 février 2022

[Traduction]

LA LOI SUR LES MESURES D'URGENCE

MOTION TENDANT À RATIFIER LA DÉCLARATION
D'ÉTAT D'URGENCE—DÉBAT

L'honorable Bev Busson : Honorables sénateurs, je prends la parole aujourd'hui pour appuyer la Loi sur les mesures d'urgence. Notre capitale, et par conséquent tout notre pays, ont été pris en otage et continuent d'être en danger.

Au début de la semaine dernière, il a malheureusement fallu se rendre à l'évidence que les dispositifs habituels de la police municipale étaient dépassés, comme l'a annoncé le chef de la police. La chasse aux coupables est remise à plus tard et nous devons prendre nos responsabilités.

Vendredi dernier, grâce au recours à la Loi sur les mesures d'urgence, toute la force de l'État a été déployée pour mettre fin à l'occupation de notre capitale, et nous devons aujourd'hui décider si nous sanctionnons le recours à cette loi. Les sénateurs, en tant que membres de la Chambre de second examen objectif, sont appelés à agir pour défendre, non pas leurs allégeances politiques, mais l'intérêt supérieur du pays.

Tout comme pour la pandémie, nous voilà rendus à un moment historique où nous devons agir de manière décisive et non partisane afin de soutenir notre démocratie et ceux qui ont pris des risques pour la défendre.

Ce n'est pas terminé, comme certains d'entre nous l'ont affirmé. Je vous implore de réfléchir au message que nous enverrions si nous choisissons, à ce stade de notre histoire, de faire usage de cette liberté qui a été reconquise le week-end dernier pour voter contre le recours à la loi qui nous a justement permis de retrouver notre liberté. Je le répète, ce n'est pas terminé.

Ceux qui ont orchestré l'occupation de la capitale de notre pays et les barrages routiers partout au Canada seront d'autant plus enhardis si nous, chers collègues, n'appuyons pas nos institutions nationales, nos services de police et la primauté du droit. Je le dis et je le répète, cela n'est pas terminé.

Je suis extrêmement fière des policiers de tout le pays. Au cours des derniers jours, ils ont employé des techniques policières professionnelles de façon exemplaire en recourant de façon mesurée à leurs pouvoirs, sans faire usage de gaz lacrymogène, sans déclencher d'émeutes ni de pillages, et sans aucune perte de vie humaine. La Loi sur les mesures d'urgence continue de permettre à la police d'intervenir avec vigueur et d'assurer le rétablissement de notre démocratie. Si nous votons contre, cela reviendra à envoyer un mauvais message. Les suggestions formulées aujourd'hui selon lesquelles nous pouvons simplement l'invoquer de nouveau si nous nous fourvoyons ne sont pas viables. Nous ne souhaitons plus jamais devoir l'invoquer de nouveau.

Les camionneurs et leurs partisans se sont rassemblés à Ottawa autour du 29 janvier pour manifester contre le port du masque obligatoire, les confinements, les limites imposées aux rassemblements et autres mesures visant à empêcher la propagation de la COVID-19. Ces manifestants pacifiques, des citoyens canadiens exerçant leurs droits, ont rapidement vu leur cause

accaparée par un segment beaucoup plus sombre de notre société. Appelez-les comme vous le voulez, mais sachez qu'ils prônent le renversement de notre gouvernement et la dissolution de notre démocratie.

Le Canada est fier de reconnaître et de soutenir les droits de la personne enchâssés dans la Charte des droits et libertés. La Charte décrit les droits des Canadiens, ainsi que ce à quoi ils peuvent s'attendre et ce qu'ils peuvent exiger dans la société civile. La Charte nous amène également à comprendre que ces droits viennent avec une obligation correspondante de respecter les droits des autres. La liberté n'est pas à sens unique et les droits de l'un ne doivent pas empiéter sur ceux de l'autre. Cet équilibre est essentiel pour vivre en société dans le respect.

Un de ces droits est le droit de se prononcer contre le gouvernement et de s'opposer aux lois que nous n'approuvons pas. Cependant, chose troublante, des groupes d'extrême droite ont noyauté la manifestation contre le port obligatoire du masque inspirée par les camionneurs et l'ont transformée en un mouvement qui non seulement empiétait sur les droits des citoyens d'Ottawa, mais en plus faisait complètement fi de la règle de droit et créait un environnement haineux pour les gens qui habitent et travaillent dans la capitale nationale.

Des manifestations connexes ont eu lieu et se poursuivent partout au pays, aux postes frontaliers et aux aéroports. Les membres purs et durs de ces groupes ont contrecarré tous les efforts de négociation en vue de leur départ et ils se sont installés; ils ont fait un pied de nez aux policiers et se sont moqués du droit de se sentir en sécurité du reste de la population.

Les personnes qui habitent à Ottawa ont été les plus durement touchées, mais tout le pays a été piqué en voyant le non-respect des lois et le manque de respect de ceux qui ont transformé la capitale nationale en parc d'attractions pour anarchistes. Ne vous y trompez pas, leur objectif demeure de renverser le gouvernement et de le remplacer par le leur. Je suis désolée, honorables sénateurs, mais nous ne sommes pas prêts de diriger le pays avec la gouverneure générale. Ces gens-là, par définition, sont des anarchistes. Ils sont dirigés par des professionnels; ils sont bien financés et ils planifient habilement la chute de la démocratie canadienne. Ils se servent d'enfants comme boucliers humains pour faire obstacle aux forces de l'ordre.

Ces occupants sont par définition des anarchistes. Ils sont bien financés et dirigés de manière professionnelle et ils avaient habilement planifié l'effondrement de notre démocratie. Ils utilisent des enfants comme boucliers humains pour faire obstruction aux forces de l'ordre. L'État doit disposer de pleins pouvoirs pour s'assurer que ces éléments perturbateurs ne défient pas de nouveau ceux qui tentent de nous protéger. Cette manifestation à caractère politique s'est révélée un échec à maints égards, mais il incombe à la police de dégager les rues et de dissuader tous ceux qui souhaiteraient refaire l'exercice ailleurs au pays. Le problème n'est pas réglé et ceux qui sont d'avis contraire rêvent en couleurs.

Si le gouvernement avait réprimé les manifestations proactivement dès le deuxième jour, certains gérants d'estrade lui auraient reproché d'avoir adopté une approche brutale. Par ailleurs, d'autres se plaindront du fait qu'elles sont allées trop loin. Dans ma vie antérieure, j'ai appris que personne n'est gagnant quand il faut recourir aux forces de l'ordre pour maîtriser une manifestation. Le rôle de la police ne consiste pas à prendre partie mais plutôt à

assurer le maintien de la paix. À mon avis, compte tenu de la dynamique des occupants et du nombre de contre-manifestants forcés de se protéger, c'est un miracle que personne n'ait été tué ou que la situation n'ait déclenché ni violence ni pillage.

Cela nous amène à aujourd'hui. Que sommes-nous prêts à faire pour protéger notre démocratie? C'est essentiellement la question qu'il faut se poser. Certains disent que le recours à la Loi sur les mesures d'urgence est un abus de pouvoir. J'estime que c'est exactement le genre de situation pour laquelle cette loi a été conçue. Elle a été adoptée par le gouvernement Mulroney et on n'y avait encore jamais eu recours. La situation actuelle exige une réponse efficace et ferme. Des gens, retranchés dans notre capitale, ont insulté les personnes qui portaient le masque, proféré des remarques racistes et homophobes, tenté d'incendier des immeubles où des gens dormaient et ni plus ni moins pris le contrôle des rues. Ils ont imposé leur volonté à d'autres qui avaient le droit de vivre leur vie, d'aller travailler, de se promener dans la rue et de dormir en paix chez eux sans entendre les hurlements de voyous et la cacophonie des klaxons des semi-remorques. Si de telles circonstances ne nécessitent pas le recours à cette loi, je ne vois pas ce qui le pourrait.

Nous pouvons débattre des dérapages, des personnes qu'il faut blâmer et de la façon d'éviter ce genre de situations à l'avenir — en fait, la loi exige que nous le fassions —, mais, pour l'instant, nous devons soutenir ceux qui ont repris le contrôle des rues. Sans ces pouvoirs, la police municipale était en position d'infériorité numérique et sous-équipée et elle ne recevait aucun soutien du système. À mon avis, les services de police de la capitale ne sont pas agiles ni intégrés et ils sont foncièrement réactifs au lieu d'être proactifs. Toutefois, j'ai bon espoir que l'enquête officielle permettra de corriger ces lacunes.

Entretemps, la loi accorde à la police le pouvoir de s'attaquer à ce problème de façon proactive et efficace. Comme les policiers ont repris le contrôle de la ville, ils doivent maintenant s'occuper des instigateurs de la manifestation afin qu'il soit tout à fait clair que reprendre le Canada en otage n'est pas une option. Nous devons soutenir la police en lui accordant les pouvoirs dont elle a besoin pour faire le nécessaire afin de nous rendre notre liberté. Nous demandons... Non, nous exigeons que les policiers se mettent en danger pour nous, notre capitale et notre pays. Ils méritent de pouvoir le faire en toute sécurité et avec tous les outils disponibles.

Les manifestations sont des situations extrêmement difficiles et complexes à gérer dans le meilleur des cas. Elles sont à la fois dangereuses et imprévisibles pour la police, qui doit intervenir et composer avec les erreurs systémiques du passé. Ce sont des échecs politiques qui ont créé cette situation. Si nous voulons que la police fasse respecter nos droits et protège notre démocratie en cette

période exceptionnelle, nous devons faire tout notre possible pour qu'elle réussisse. Nous n'avons pas le droit à l'échec en cette période difficile. En réalité, c'est notre pays et notre mode de vie qui sont en jeu.

Les policiers savaient dès le départ qu'ils devaient réussir et ils l'ont fait conformément à la tradition canadienne, soit en employant seulement la force nécessaire, en ne causant aucune perte de vie et en envoyant le message clair selon lequel les occupations de ce genre ne seront pas tolérées. La police n'y serait pas arrivée sans la Loi sur les mesures d'urgence.

Le Canada est un pays diversifié — le meilleur pays du monde — et les Canadiens devraient s'unir au lieu de laisser cette question devenir une question partisane qui les divise. Nous devrions faire front commun pour renforcer le Canada au lieu de nous servir de cette question comme un ballon politique pour gagner des faveurs et des votes. Nous devrions défendre la loi et l'ordre. La grande majorité des Canadiens veulent que cette crise prenne fin et, bien sûr, nous voulons tous qu'elle se termine de manière pacifique. Ce n'est pas un problème local; c'est une crise nationale. Je n'arrive pas à comprendre comment nous pouvons jouer des jeux politiques avec notre démocratie et avec la vie non seulement des policiers, mais aussi des citoyens canadiens, y compris les manifestants eux-mêmes.

Je répète : ce n'est pas fini. Il est difficile pour nous d'accepter qu'il existe dans ce grand pays des groupes organisés qui souscrivent à une philosophie suprématiste blanche et antigouvernementale dans le but de faire tomber le gouvernement, mais c'est malheureusement la réalité à laquelle nous devons faire face. Ces groupes ont utilisé notre amour de la liberté et de la diversité contre nous. Ils se sont servis comme d'une arme des préoccupations valables de gens ordinaires, en l'occurrence les camionneurs, qui essayaient simplement d'exprimer leur mécontentement à l'égard des politiques gouvernementales liées à la COVID-19 et aux exigences relatives à la vaccination. Ces groupes sont stratégiques et intelligents et ils sont passés maîtres dans la manipulation et la désinformation.

J'espère que le Sénat pourra trouver un moyen de faire la différence entre les manifestations valables, qui caractérisent le mode de vie canadien, et le mouvement international visant à déstabiliser le Canada et d'autres pays par la tromperie et la haine. Nous devons aider la police et les autres autorités à utiliser cette loi pour faire ce que nous leur avons demandé, c'est-à-dire mettre fin à cet affront à l'ordre public et à notre mode de vie avant qu'il ne s'étende à d'autres régions de notre pays. Il nous incombe à tous d'avoir le courage de dénoncer l'anarchie en approuvant la Loi sur les mesures d'urgence. Une telle situation ne doit jamais se reproduire. Merci, *meegwetch*.